



CH de Barentin  
CH du Belvédère  
CH du Bois-Petit  
CH de Darnétal  
CH de Gournay-en-Bray  
CH de Neufchâtel-en-Bray  
**CHU de Rouen**  
CH du Rouvray  
CH d'Yvetot



CHU ROUEN NORMANDIE,  
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT  
ROUEN CŒUR DE SEINE

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES FIXEE

AU :

**20 octobre 2025 à 12h00**

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Articles R2124-1 à 2 et R2161-1 à 5  
du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)

FOURNITURE D'IMPLANTS DE PAROIS POUR LE GHT  
ROUEN CŒUR DE SEINE

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 - CONTEXTE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
3.1 - Procédure de mise en concurrence .....	5
3.2 - Type de marché public .....	5
3.3 - Allotissement .....	5
3.4 - Forme et prix du marché public .....	5
3.5 - Etendue du marché public - quantité .....	6
3.6 - Durée du marché public.....	6
3.7 - Délais d'exécution .....	7
Les délais de livraison contractuels sont fixés de la manière suivante : .....	7
3.8 - Codes nomenclature CPV .....	7
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>7</b>
4.1 - Variantes .....	7
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles .....	7
4.3 - Modifications au marché public et marchés complémentaires .....	7
4.4 - Visite de site .....	7
4.5 - Unité monétaire .....	7
4.6 - Délai de validité des offres .....	8
4.7 - Conditions de participation des concurrents.....	8
4.8 - Mode de financement et de règlement du marché public .....	8
4.9 - Garantie et cautionnement .....	8
4.10 - Marchés publics réservés .....	9
<b>ARTICLE 5 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....</b>	<b>9</b>
5.1 - Contenu du dossier de consultation .....	9
5.2 - Obtention du dossier de consultation .....	9
<b>ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES - MODIFICATION - DCE.....</b>	<b>10</b>
6.1 - Points de contact .....	10
6.2 - Renseignements complémentaires .....	10
6.3 - Modifications du dossier de consultation .....	11
<b>ARTICLE 7 - ECHANTILLONS.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER .....</b>	<b>11</b>
8.1 - Documents relatif à la candidature .....	12
8.2 - Documents relatifs à l'offre .....	13
8.3 - Documents supplémentaires .....	13
8.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et son annexe .....	14
<b>ARTICLE 9 - MODALITES DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>14</b>
9.1 - Transmission par voie dématérialisée .....	14
9.2 - Copie de sauvegarde .....	14
9.3 - Langue de rédaction des propositions.....	15
9.4 - Signature du marché public .....	15

---

9.5 - Non-respect des date et heure limites .....	15
<b>ARTICLE 10 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>15</b>
10.1 - Sélection des candidatures .....	15
10.2 - Jugement des offres .....	15
10.3 - Dispositions communes.....	16
<b>ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE PUBLIC .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 - RECOURS .....</b>	<b>17</b>

## ARTICLE 1 - CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1er niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Seul le CHU Rouen Normandie et le Centre Hospitalier du Belvédère sont concernés par cette consultation.

## ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la **fourniture d'implants de parois pour le GHT Rouen Cœur de Seine**.

Seuls le **CHU de Rouen** et le **CH du Belvédère** sont concernés par cette consultation.

Cependant, la liste des établissements concernés par la présente consultation pourra être complétée en cours de marché si des établissements parties du GHT Rouen Cœur de Seine souhaitent s'y rattacher. Cette adhésion peut se faire au fur et à mesure des besoins des établissements parties, tout au long de la durée de validité du marché. Le titulaire du marché en sera informé par le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) par tous moyens.

## ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 3.1 - Procédure de mise en concurrence

Le marché public est passé selon la **procédure de l'appel d'offres ouvert**, en application des articles R. 2124-1 à 2 et R. 2161-1 à 5 du Code de la commande publique.

### 3.2 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

### 3.3 - Allotissement

Le marché public est alloti en **11 lots**.

La liste détaillée des lots figure au BPU / DQE (annexe n°1 à l'AE).

Les soumissionnaires sont autorisés à présenter une offre pour :

☐ un seul lot

☒ **un ou plusieurs lots**

☐ tous les lots

Chaque lot est attribué séparément dans les conditions définies au présent règlement de consultation.

En revanche le CHU Rouen Normandie se réserve la possibilité de signer qu'un seul Acte d'engagement regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat.

### 3.4 - Forme et prix du marché public

Conformément aux articles R2162-2, R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, le marché public est un **accord-cadre** fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est **exécuté au moyen de bons de commande**.

En application de l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique, chaque lot est conclu sans minimum mais avec un maximum pendant toute la durée de validité du marché public.

**Le maximum de commande correspond à 400 % de la quantité indicative indiquée au DQE pour tous les lots.**

Chaque lot est **mono-attributaire**.

L'accord cadre est conclu à **prix unitaires** tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

### **3.5 - Etendue du marché public - quantité**

L'ensemble des fournitures pouvant être commandées sont décrites au BPU (annexe n°1 à l'Acte d'engagement).

Les quantités estimatives du marché public sont spécifiées au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) / Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas de valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

### **3.6 - Durée du marché public**

Chaque lot du marché public est conclu pour une période initiale d'un an à compter des dates suivantes :

- Lots n°2, 3, 4, 5, 7, 9, 10 et 11 : à la date de notification du marché public au titulaire.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, la date de notification intervient à l'issue de ce délai.

- Lot n°1 : à la date de début du marché soit le 30 avril 2028.
- Lot n°6 : à la date de début du marché soit le 26 décembre 2028.
- Lot n°8 : à la date de début du marché soit le 24 janvier 2027.

A l'issue de cette période, le marché public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive d'un an et pour une durée de validité maximale de 4 ans. Par ailleurs, la date de fin de marché des lots n°1, 6 et 8 ne pourra excéder la date de fin maximale des lots n°2, 3, 4, 5, 7, 9, 10 et 11.

**La reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie reconduit automatiquement le marché public).** Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique. En revanche, le CHU Rouen Normandie se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non-reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

### **3.7 - Délais d'exécution**

Les délais de livraison contractuels sont fixés de la manière suivante :

- Livraison dans les **96 heures** à compter de la réception du bon de commande par le titulaire, **à la pharmacie centrale d'approvisionnement du CHU Rouen Normandie, située à Grand Quevilly.**
- En cas d'**urgence**, livraison dans les **24 heures maximums** à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Les délais d'exécution ou de livraison commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

### **3.8 - Codes nomenclature CPV**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification secondaire
<b>33184100</b> Implants chirurgicaux	<b>33000000</b> Matériels médicaux, pharmaceutiques et produits de soins personnels

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **4.1 - Variantes**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

### **4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

### **4.3 - Modifications au marché public et marchés complémentaires**

Le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

### **4.4 - Visite de site**

Aucune visite de site n'est prévue avant la remise de l'offre.

### **4.5 - Unité monétaire**

Le CHU Rouen Normandie conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : **euro(s).**

#### **4.6 - Délai de validité des offres**

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant **9 mois à compter de la date limite de réception des offres**.

#### **4.7 - Conditions de participation des concurrents**

**Le marché peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'entreprises.**

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Chaque membre du groupement doit joindre impérativement à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

La composition du groupement ne peut être changée pendant la phase de la consultation.

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui

☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui

☐ non

**Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.**

Conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, ne peut exiger au moment de la présentation des offres et des candidatures que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine).

#### **4.8 - Mode de financement et de règlement du marché public**

Les dépenses relatives au présent marché public sont financées par **imputation au budget propre des établissements membres** du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le mode de règlement choisi par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine est le virement, dans le **délai global de paiement de 50 jours** et dans les conditions fixées au CCAP.

#### **4.9 - Garantie et cautionnement**

Il ne sera pas prélevé de retenue de garantie.



#### 4.10 - Marchés publics réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R2113-7 à 8 du Code de la commande publique.

### ARTICLE 5 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

#### 5.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

1. Le présent **Règlement de la consultation** (RC) ;
2. L'**Acte d'engagement** (AE) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires/détail quantitatif estimatif (BPU/DQE) ;
  - Annexe 2 : Tableau de suivi des remises de fin d'année.

**NOTA : Les quantités énoncées dans le « DQE » ne sont données qu'à titre indicatives et non contractuelles. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.**

3. Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
  - Annexe 2 : Liste des établissements membres du GHT Rouen cœur de Seine et informations relatives au paiement ;
  - Annexe 3 : Conditions commerciales complémentaires – clauses « logistiques »
4. Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Cadre de réponse technique fiche Europharmat
  - Annexe 2 : Contrat de dépôt avant-vente pour les dispositifs médicaux à usage unique.
5. Le **questionnaire performance environnementale**.

#### 5.2 - Obtention du dossier de consultation

Conformément aux articles R.2132-2 et R.2132-4 à 2132-5 du code de la commande publique, les opérateurs économiques téléchargeront **les pièces écrites du dossier de consultation des entreprises (DCE)** à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois le CHU Rouen Normandie souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

De ce fait, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse électronique.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du CHU Rouen Normandie ne saurait être engagée en l'absence de prise en connaissance de ces éléments.

Les candidats qui souhaiteraient s'identifier sur le portail, devront créer un compte via le menu « se connecter/s'inscrire – nouvel utilisateur ».

Un guide d'utilisation est mis à disposition dans la rubrique « Aide » à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

## ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES - MODIFICATION - DCE

### 6.1 - Points de contact

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, [dominique.durand@chu-rouen.fr](mailto:dominique.durand@chu-rouen.fr) – **Médiateur interne** et **Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU Rouen Normandie s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

**Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.**

Le rôle du correspondant PME vise à être sollicité par les entreprises pour leur ouvrir les contacts au sein du CHU Rouen Normandie. Ce correspondant peut également être contacté en cas de demande de renseignement d'ordre administratif général (pour toutes questions relatives à une consultation précise merci de se référer à l'article 5.2).

### 6.2 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir **au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre administratif et technique pourront être obtenus uniquement par voie électronique, en utilisant le lien « Déposer une question » figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie.

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les candidats disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.  
Par soucis d'équité toute question posée par voie téléphonique ne recevra aucune réponse.

### **6.3 - Modifications du dossier de consultation**

Le CHU Rouen Normandie se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres**, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 7 - ECHANTILLONS**

Les soumissionnaires doivent remettre des échantillons dans les conditions définies ci-dessous.

Pour les lots précisés dans le BPU, les soumissionnaires remettent un échantillon par référence listée et énumérée au BPU.

Les soumissionnaires devront les envoyer, à titre gracieux avant la date limite de réception des offres indiquée en page 1 du présent règlement de consultation.

Ces échantillons devront parvenir à l'attention de :

CHU ROUEN NORMANDIE  
Dr Elise Baltora et Dr Nathalie Donnadieu  
PLPH - Plateforme logistique pharmaceutique hospitalière  
2 Avenue Jean Baptiste Le Bas  
76120 le Grand Quevilly

Ces échantillons seront identifiés de la façon suivante :

« Nom du soumissionnaire, adresse et coordonnées  
NE PAS OUVRIR »  
ECHANTILLONS – « FOURNITURE D'IMPLANTS DE PAROIS POUR LE GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »  
(n° lot et/ou n° de sous-lot)

## **ARTICLE 8 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER**

Chaque candidat devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre définie ci-après.

---

### 8.1 - Documents relatif à la candidature

Dans une première sous pochette, le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- La **lettre de candidature modèle DC1** ou équivalent, dûment complétée ;
- La **déclaration du soumissionnaire modèle DC2** ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

- Le **numéro unique d'identification** ou **extrait KBIS de moins de 3 mois** ;
- Une **déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du Code de la commande publique ;

Conformément à l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire, en cours d'exécution du marché public, est placé dans l'une des situations ayant pour effet de l'exclure des marchés publics, le marché sera résilié aux torts dudit titulaire à compter du jour de la réception par ce dernier de la notification de la résiliation.

- Une **délégation de signature** faisant mention de la/des personne(s) habilitée(s) à signer toutes les pièces relatives à la candidature et l'offre ;
- La **présentation générale de l'opérateur économique**, avec état des effectifs, des qualifications du personnel, état du matériel, de l'outillage, équipement technique dont l'entreprise dispose pour exécuter le marché public.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le DC1 qui sera commun au groupement.

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie accepte que le candidat présente sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

#### Documents en lien avec le détachement des salariés étrangers :

- Conformément aux articles D8222-4 et D8222-5 du Code du travail, le titulaire du marché devra fournir, **tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché**, une **attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF** ainsi que la **liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L5221-2 du Code du travail,
- Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir au CHU Rouen Normandie, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une **copie de la déclaration de détachement** conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une **copie du document désignant leur représentant en France** mentionné à l'article R1263-2-2 du Code du travail.

Pour un soumissionnaire établi ou domicilié à l'étranger, ce dernier doit fournir au CHU Rouen Normandie l'ensemble des documents décrits au sein de l'article D8222-7 du Code du Travail.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

## 8.2 - Documents relatifs à l'offre

Dans une seconde sous-pochette, le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- L'Acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n°1 à l'AE : Bordereau des Prix Unitaires – Détail Quantitatif Estimatif (BPU/DQE) avec une ligne par référence ;
- Annexe n°2 à l'AE : tableau de suivi des remises de fin d'année ;
- Annexe n°3 au CCAP : conditions commerciales complémentaires – clauses « logistiques » ;
- L'annexe n°1 au CCTP : cadre de réponse technique fiche Europharmat (il est obligatoire d'utiliser une fiche de réponses techniques par gamme commerciale) ;
- Le questionnaire performance environnementale ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

L'ensemble des documents devront être **complétés, datés** par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate au marché.

**Précision** : le soumissionnaire peut proposer une ristourne sur chiffre d'affaire. Il appartiendra au CHU de Rouen de définir les modalités d'utilisation de cette remise soit :

- Sous forme d'unités gratuites,  
Et/ou
- Sous la forme d'un avoir financier.

**Dans ce cadre, et uniquement si le soumissionnaire souhaite proposer une ristourne sur chiffre d'affaire, il remet dans son offre : l'annexe n°2 à l'AE : « tableau de suivi des remises de fin d'année » ET l'annexe n°3 « conditions commerciales complémentaires – clauses « logistiques ».**

## 8.3 - Documents supplémentaires

### 1. Les attestations fiscales et sociales

- Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.

Soit :

- Une attestation de régularité fiscale en cours de validité (moins de 3 mois)

- Une **attestation URSSAF en cours de validité** (moins de 6 mois)
- Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

## 2. L'attestation d'assurance civile en cours de validité

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le soumissionnaire retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le CHU Rouen Normandie.

### 8.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et son annexe

L'Acte d'Engagement (AE) est la pièce dans laquelle il présente son offre et adhère aux clauses que le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, a rédigées.

Le cadre de Bordereau des Prix Unitaires (BPU) est à renseigner sans n'y apporter aucune modification. Il est rappelé que **tous les postes prévus dans le bordereau de prix unitaires doivent obligatoirement être renseignés** par les soumissionnaires.

## ARTICLE 9 - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les soumissionnaires doivent impérativement répondre de façon dématérialisée.

### 9.1 - Transmission par voie dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées aux articles 6.1, 6.2 et 6.3 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde). Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, mail...) entraînera le rejet de l'offre.

### 9.2 - Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire.

Elle est transmise à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE  
Direction des achats, de l'hôtellerie, de la logistique et de l'ingénierie biomédicale  
Cellule juridique des contrats  
Cour d'honneur - Porte G5 - 1<sup>er</sup> étage

1 rue de Germont  
76031 ROUEN CEDEX 1

### 9.3 - Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en **langue française**.

### 9.4 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la **signature manuscrite** du marché public.

### 9.5 - Non-respect des date et heure limites

Les plis doivent parvenir au plus tard **avant la date et heure limite indiquées sur la première page du présent règlement**.

Les plis sous forme numérique parvenant après la date et l'heure limite fixées seront détruits en application de l'article R2143-2 du Code de la commande publique.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

## ARTICLE 10 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES

### 10.1 - Sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2142-1 à R2142-2, R2142-6 à R2142-14 et R2142-25 du Code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :  
→ **Aucun niveau spécifique minimal exigé**
- Capacité technique :  
→ **Aucun niveau spécifique minimal exigé**

### 10.2 - Jugement des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. **Toutefois, le CHU Rouen Normandie en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.**

#### Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Pour chaque lot, pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'**offre économiquement la plus avantageuse**, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération :

- **Prix, calculé sur la base du montant résultant des prix unitaires indiqués au BPU : 35 % ;**
- **Qualité, sur la base de la documentation technique (cadre de réponse Europharmat) : 60 %**
  - Intérêt thérapeutique, performance technique.
- **Questionnaire performance environnementale : 5 %**, sur la base :
  - Des lieux de fabrication et de stockage des produits ;
  - Du pourcentage d'emballages recyclables dans les produits ;
  - Du taux de recyclage des déchets issus de la production ;
  - Du pourcentage d'utilisation d'énergie renouvelables dans la fabrication des produits ;
  - Des informations apportées par le soumissionnaire en matière de développement durable concernant les fournitures souhaitées dans le cadre du présent marché.

### 10.3 - Dispositions communes

La comparaison des offres de prix est effectuée sur la base du DQE, permettant une valorisation globale estimative de l'offre. **Les quantités du DQE qui y sont mentionnées n'ont aucun caractère contractuel.**

Elles sont données à titre indicatif compte-tenu :

- Du caractère aléatoire des consommations des médicaments concernés,
- De la mise en œuvre de nouvelles techniques,
- De l'évolution des techniques médicales et chirurgicales,
- De l'évolution et l'amélioration des produits pharmaceutiques (modification de référence, changement de présentation de conditionnement primaire, ajout de variétés dans la gamme...),
- De la fréquence des incidents dans le domaine de la matériovigilance,
- De la nécessité de faire face à un problème d'approvisionnement du fournisseur.

Dès lors, les quantités du DQE sont établies à partir des consommations des exercices précédents, des prévisions d'utilisation du corps médical et de l'évolution de l'activité de l'établissement. Elles n'engagent pas ce dernier.

Dans le cas où des erreurs de report ou de calcul sont relevées dans ce document lors de l'analyse des offres, ces dernières sont corrigées sur la base des prix unitaires mentionnés par le soumissionnaire dans son BPU.

## ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Pour mémoire, le soumissionnaire retenu devra, pour se voir attribuer le marché public, remettre dans le délai indiqué par le CHU Rouen Normandie les documents suivants :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (JORF n°0077 du 31 mars 2019, texte n°14) ;



- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail le cas échéant ;
- Extrait KBIS de moins de 3 mois ou le numéro unique d'identification à défaut, document équivalent ;
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Le RIB.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

## ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R2181-1, R2181-3 et R2181-4 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 13 - RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Administratif de Rouen**  
53, rue Gustave Flaubert  
76000 Rouen Cedex  
E-mail : greffe.ta-rouen@juradm.fr  
Téléphone : 02 32 08 12 70  
Fax : 02 32 08 12 71

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.